

Résumé

L'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) œuvre en faveur de la stabilité, de la prospérité et de la démocratie dans 56 États à travers le dialogue politique autour de valeurs partagées et par des activités concrètes qui changent durablement les choses.

Avec ses 56 États participants en Europe, en Amérique du Nord et en Asie centrale, quelque 3 500 membres du personnel répartis dans 19 opérations de terrain, plusieurs institutions spécialisées et un Secrétariat à Vienne, l'OSCE est un instrument de premier recours pour l'alerte précoce, la prévention des conflits, la gestion des crises et le relèvement après un conflit dans son espace. L'Organisation est reconnue en tant qu'accord régional au titre de la Charte des Nations Unies.

En 2007, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a pris des mesures concrètes et a organisé une série d'activités thématiques pour renforcer la sécurité dans l'ensemble de ses États participants et partenaires pour la coopération. Dans le même temps, l'OSCE a rempli son rôle de forum prééminent de dialogue en traitant de sujets politiques controversés en vue de parvenir à un consensus ou de remédier de façon constructive à des différends.

L'OSCE : enceinte de dialogue, plate-forme d'action

Promotion du dialogue. L'Organisation a renforcé son rôle d'enceinte de dialogue, que le sujet soit ou non controversé. Les États participants ont débattu de plusieurs questions, notamment des normes en matière d'observation des élections, du statut juridique de l'Organisation et des plans américains relatifs à un système de défense anti-missiles balistiques en Europe. En outre, avec le soutien logistique de l'OSCE, la Fédération de Russie a convoqué à Vienne en juin une *Conférence extraordinaire des États Parties au Traité sur les Forces armées conventionnelles en Europe*, Traité dont elle est signataire.

Recherche d'un consensus politique. Marquant l'aboutissement des travaux de l'année, la Réunion du Conseil ministériel à Madrid est parvenue à un consensus sur un certain nombre de questions difficiles et a défini l'orientation future de l'Organisation. Une solution y a été trouvée à la question des futures présidences de 2009 à 2011, apportant à l'OSCE une plus grande continuité, en choisissant la Grèce, le Kazakhstan et la Lituanie pour présider l'Organisation. Le Kazakhstan deviendra le premier État d'Asie centrale et le premier ex-État soviétique à la présider. Un certain nombre d'autres décisions clefs ont été prises sur des thèmes tels que l'environnement et la sécurité, la tolérance et les questions intéressant le Forum pour la coopération en matière de sécurité, qui représente la dimension militaire.

Intensification de la coopération avec les partenaires. Lors de la Réunion du Conseil ministériel à Madrid, les Ministres sont également convenus de renforcer l'engagement de l'OSCE avec l'Afghanistan, partenaire pour la coopération, en mettant plus particulièrement l'accent sur l'intensification de l'action de l'OSCE visant à contribuer à sécuriser et à gérer les frontières entre les États participants de l'OSCE d'Asie centrale et l'Afghanistan, à former la police et à soutenir la lutte contre le trafic de drogue. Ils ont également établi un fonds de partenariat et approuvé une *Déclaration sur les partenaires de l'OSCE pour la coopération*. Israël, partenaire pour la coopération, a accueilli le *Séminaire méditerranéen* annuel pour la première fois depuis 1996. Ce Séminaire, le treizième, a réuni 34 États

participants et six partenaires pour la coopération, notamment l'Égypte, la Jordanie et Israël, partenaires méditerranéens. La Conférence annuelle avec les partenaires asiatiques pour la coopération, à laquelle 21 États participants, cinq partenaires asiatiques pour la coopération et Israël ont pris part, était accueillie pour la première fois par la Mongolie.

Problèmes pratiques clefs. L'OSCE a mis les pleins feux sur un certain nombre de questions politiques urgentes. Une conférence sur les *partenariats public-privé dans la lutte contre le terrorisme*, tenue à Vienne, débouché sur un engagement du Conseil ministériel à impliquer activement le secteur des affaires et la société civile dans la lutte contre le terrorisme. La Conférence était une initiative conjointe de la Fédération de Russie et des États-Unis et elle a bénéficié d'un concours financier de l'Espagne et des États-Unis. Autre exemple, la *Conférence de la Présidence de l'OSCE sur l'intolérance et la discrimination à l'égard des musulmans* a examiné les causes du comportement discriminatoire et s'est concentrée sur l'élaboration de solutions.

Grands projets menés à bien. L'OSCE a prêté son concours à l'Ukraine pour débarrasser le site de stockage de munitions de Novobohdanivka de ses engins non explosés. Elle a équipé le Ministère des situations d'urgence de matériel de détection et de sécurité et formé le personnel à l'élimination des munitions en toute sécurité.

En Arménie, l'OSCE a procédé au recyclage de 872 tonnes de *mélange*, composant particulièrement toxique et volatile du propergol, en 4 972 tonnes d'engrais qui ont été épandus sur 1 243 hectares de terres en septembre. Le projet a été financé par l'Allemagne, le Canada, les États-Unis et la Finlande.

Renforcement de la confiance. Le *Programme de relèvement économique* administré par l'OSCE, financé grâce à 21 donateurs internationaux à concurrence de 8 millions d'euros et conçu dans le but de renforcer la confiance dans la zone du conflit géorgio-ossète, a achevé plusieurs conduites d'eau potable, réparé le bassin principal de retenue de Tskhinvali, construit une nouvelle école mixte et une clinique et rénové plusieurs établissements scolaires.

L'OSCE s'est employée par des visites, des négociations et un certain nombre de contacts politiques de haut niveau à faire tomber les barrières qui continuent de diviser les communautés dans les zones de conflit. Elle s'est efforcée de négocier des solutions non seulement au conflit géorgio-ossète, mais également en ce qui concerne la région transnistrienne sécessionniste de Moldavie et le conflit dont la Conférence de Minsk de l'OSCE est saisie ou conflit du Haut-Karabakh. Au cours de la Réunion du Conseil ministériel à Madrid, les Ministres ont adopté une déclaration sur ce conflit. Le Ministre russe des affaires étrangères Sergey Lavrov, son homologue français Bernard Kouchner et le Sous-Secrétaire d'État américain Nicholas Burns ont officiellement présenté un ensemble de *Principes de base pour le règlement pacifique du conflit du Haut-Karabakh* aux Ministres arménien et azerbaïdjanais des affaires étrangères pour transmission aux Présidents arménien et azerbaïdjanais.

Renforcement de la sécurité dans toutes ses dimensions

Partant du principe que la sécurité touche à de nombreux aspects de nos vies et de la façon dont nous sommes gouvernés, l'OSCE traite d'une vaste gamme de questions qu'elle

regroupe traditionnellement dans trois domaines ou dimensions. L'Organisation gère une multitude de programmes dans chaque dimension.

Un bref échantillonnage du travail accompli pendant l'année est présenté ci-dessous :

Activités liées à la dimension policito-militaire. L'OSCE s'est concentrée sur la lutte contre la prolifération d'armes légères et de petit calibre (ALPC) illicites ainsi que sur le stockage sûr des munitions conventionnelles, à la fois en fixant des normes et en s'attaquant à des projets concrets. Elle a tenu une séance spéciale du Forum pour la coopération en matière de sécurité consacrée à la *lutte contre le trafic illicite d'ALPC par voie aérienne*. Elle a également lancé deux projets conjoints avec le Programme des Nations Unies pour le développement, dont l'un portait sur le *renforcement des capacités dans le domaine de la gestion des stocks et de la sécurité des armes légères et de petit calibre* en Biélorussie ainsi qu'un *Programme de démilitarisation* au Monténégro. Elle a par ailleurs poursuivi ses efforts visant à renforcer la mise en œuvre des mesures de confiance et de sécurité et a tenu une séance spéciale consacrée à ces mesures.

L'OSCE a continué de coopérer avec les États participants pour les aider à mieux sécuriser et gérer leurs frontières. Elle a prêté son concours aux autorités tadjikes pour l'élaboration d'un certain nombre de grands projets visant à renforcer les frontières du pays. Elle a également procédé à une évaluation approfondie relative aux frontières au Kirghizistan et assuré la formation des agents chargés de la sécurité aux frontières dans toute la région.

L'Organisation s'est employée à promouvoir la réforme de la police dans la région tout entière. Elle a organisé des stages de formation, des ateliers et des échanges internationaux pour les policiers et formateurs de police d'un certain nombre de pays d'Europe du Sud-Est, du Caucase du Sud et d'Asie centrale. Elle a soutenu une approche de la police qui renforce la confiance en promouvant les partenariats entre la police et le public par le biais de la police de proximité. Elle a organisé un programme régional de formation d'une durée de quatre mois à l'intention de policiers maîtres-chiens ouzbeks, kirghizes et turkmènes.

Activités liées à la dimension économique et environnementale. L'OSCE s'est employée à aider les États participants à moderniser leurs économies et à offrir des débouchés économiques à leurs citoyens. En Ukraine, elle a soutenu l'expansion d'un projet qui devrait attirer quelque 140 millions d'euros d'investissements et créer plus de 2 000 emplois en 2007-2008. En Bosnie-Herzégovine, 200 personnes ont trouvé un emploi et 50 entreprises ont été créées à la suite de neuf bourses pour l'emploi et de 26 séminaires sur l'entrepreneuriat. En Biélorussie, au Kirghizistan, en Ouzbékistan, en Ukraine et au Turkménistan, l'OSCE a dispensé des formations à l'intention de groupes d'entrepreneurs. En Géorgie et au Tadjikistan, elle a financé des centres de documentation, de formation et de soutien pour les petites et moyennes entreprises ou leur a apporté son assistance. Au Turkménistan, elle a organisé des conférences sur les marchés financiers et engagé des experts pour étudier le concept du tourisme communautaire.

On recense quelque 180 cours d'eau transfrontières dans la région de l'OSCE ; l'Organisation s'est employée à promouvoir la coopération en vue de renforcer leur développement, leur sécurité et leur stabilité. En coopération avec des partenaires, l'OSCE a travaillé sur des projets concernant le bassin de la Sava, la Koura et l'Araxe, les rivières Chu et Talas, la Prypiat et le Dniestr. À Madrid, les Ministres se sont mis d'accord sur une

décision relative à la gestion de l'eau, les États participants ayant pour la première fois atteint un consensus dans ce domaine.

Activités liées à la dimension humaine. L'OSCE est la principale organisation à promouvoir des élections démocratiques dans la région. Rien qu'en 2007, elle a déployé plus de 3 000 observateurs de 49 États participants pour observer ou évaluer 17 élections en Europe et en Asie centrale. Dans le prolongement des recommandations formulées dans ses rapports sur les élections, l'OSCE a fourni des avis juridiques et une assistance technique aux États participants en vue d'améliorer leurs cadres électoraux. En Albanie, elle a lancé un projet de grande ampleur visant à aider le Gouvernement à moderniser son système d'état civil et d'adresses.

L'OSCE a suivi de façon plus systématique la situation des défenseurs des droits de l'homme dans la région et a recensé les sujets de préoccupation. Elle a publié un rapport donnant un aperçu des menaces et des attaques dont sont victimes les personnes qui s'emploient à promouvoir les droits de l'homme dans la région de l'OSCE tout entière.

L'Organisation a également prêté son concours à des États participants pour l'élaboration d'une approche globale de la traite des êtres humains, de la prévention à la réinsertion des victimes, faisant intervenir les trois dimensions. Elle a procédé à des évaluations des besoins et aidé les États participants à mettre en place des mécanismes nationaux d'orientation pour les cas de traite. À la Conférence ministérielle, les Ministres ont adopté une décision sur la *lutte contre la traite des êtres humains à des fins d'exploitation par le travail*.